

Barack Obama sera-t-il un président Open Source ?

Scott McNealy, PDG de Sun, vient tout juste d'être chargé par la Maison Blanche d'élaborer une étude sur l'Open Source. L'occasion pour la BBC d'évoquer dans un récent article la question d'une éventuelle « gouvernance Open Source » de la nouvelle administration américaine, en interrogeant aussi bien l'intéressé que Michael Tiemann (de l'OSI et de Red Hat).



Quelques citations extraites de l'article, traduit par nos soins, pour vous mettre en appétit^[1] : « C'est par un accident de l'histoire que les standards propriétaires se sont si tôt et si fortement imposés, entraînant des dépenses colossales dans le budget gouvernemental (...) La philosophie de la démocratie américaine n'est pas simplement par le peuple et pour le peuple, mais aussi avec le peuple (...) Errol Louis décrit M. Obama comme notre premier président Open Source, un dirigeant désireux de voir tout un chacun se demander comment, quand et où s'impliquer. Il a remarqué que la stratégie popularisée par les entreprises de logiciels, qui consiste à donner à d'autres une application pour qu'ils l'améliorent, a maintenant été transposée dans le domaine politique. »

Appels à une gouvernance Open Source

Calls for open source government

*Maggie Shiels - 21 janvier 2009 - BBC News
(Traduction Framalang : Goofy, Don Rico)*

Le secret d'une gouvernance plus économe et plus sûre consiste à passer par des technologies et logiciels Open Source.

Cette proclamation vient d'une des figures les plus respectées parmi les entrepreneurs de la Silicon Valley, le cofondateur de Sun Microsystems Scott McNealy.

Il a révélé qu'on lui avait demandé de préparer un rapport sur cette question pour la nouvelle administration.

« Intuitivement, il est évident que l'Open Source est moins coûteux et plus efficace que le logiciel propriétaire », a-t-il déclaré.

« L'Open Source ne vous réclame pas de verser le moindre centime, ni à Microsoft, ni à IBM ou Oracle, pas la moindre somme à une quelconque entreprise de logiciels propriétaires. »

Améliorations

M. McNealy a déclaré à la BBC qu'il voulait s'assurer que le gouvernement ne serait pas pieds et poings liés à un fournisseur unique ni à une entreprise particulière.

« Le gouvernement devrait préconiser des applications basées sur des références Open Source pour améliorer la sécurité, gagner en qualité logicielle, baisser les coûts, augmenter la fiabilité - tous les bénéfices inhérents aux logiciels Open Source. »

Le langage de programmation Java créé par Sun Microsystems est un produit Open Source qu'utilisent des milliards d'appareils comme les téléphones portables et les ordinateurs. Au lieu d'être une application payante sous copyright, le logiciel Open Source est généralement disponible pour tous, sous une licence qui permet l'usage gratuit et sans restriction, et son code est ouvert à tous pour être consulté, copié et adapté gratuitement.

L'idée sous-jacente, c'est que grâce aux contributions d'un grand nombre de gens, une application va s'améliorer à pas de géant et conserver toute sa pertinence. Un rapport de XMG, société de recherche en technologie globale, mentionne que les entreprises « s'intéressaient aux avantages des logiciels Open Source » en raison du « coût prohibitif » des logiciels propriétaires.

« Des dépenses colossales »

Le président Obama a déclaré être prêt à scruter le budget « ligne par ligne » pour éliminer les dépenses inutiles, mais jusqu'à présent n'a donné aucune indication précise sur la manière dont il comptait procéder.

L'Initiative Open Source (ou OSI) est pleinement solidaire des propositions de M. McNealy, qui constituent à leurs yeux une des solutions majeures que le nouveau président ne peut pas se permettre d'ignorer.

« Scott a tout à fait raison de souligner les avantages qui ont été démontrés tant et plus », confirme Michael Tiemann, le président de l'OSI.

« C'est par un accident de l'histoire que les standards propriétaires se sont si tôt et si fortement imposés, entraînant des dépenses colossales dans le budget gouvernemental. »

Selon M. Tiemann, même si quelques départements utilisent déjà des technologies Open Source, on estime que globalement les sommes perdues dans les logiciels propriétaires se monteraient « à plus d'un trillion de dollars par an » (*NdT : soit un million de millions de dollars*).

Il a déclaré que le coût minimum pour les États-Unis est de « 400 milliards de dollars, estimation basse. »

« Passer à l'Open Source réduira les coûts et augmentera la productivité, » ajoute M. Tiemann, qui est également vice-président de Red Hat, le prestataire de solutions technologiques Open source leader sur le marché international.

« C'est le genre de changement dont nous avons besoin si nous espérons voir un jour le gouvernement réformer ses capacités opérationnelles et maîtriser ses dépenses. S'ils n'y parviennent pas, c'est encore un coup d'épée dans l'eau. Étant donné l'état actuel des marchés des capitaux, nous ne pouvons plus nous permettre d'en rester au status quo », a-t-il déclaré.

L'Alliance pour les Solutions Libres (Open Solutions Alliance) a estimé que la crise économique actuelle « va conduire à adopter de plus en plus des solutions libres, en raison de leur flexibilité, de leur extensibilité et de leur faible coût. »

Dans le même temps la société de recherche Gartner a bien prévenu que les bénéfices escomptés de l'Open Source ne seraient pas au rendez-vous sans une saine gestion.

« N'espérez pas économiser systématiquement de l'argent avec un logiciel Open Source (OSS), ou avec une quelconque technologie sans une gestion financière efficace », a déclaré l'analyste Mark Driver.

Microsoft et Oracle ont ouvert aux développeurs le code de quelques-uns de leurs logiciels et protocoles.

« **Un président Open Source** »

Reste à savoir jusqu'à quel point le 44ème président sera réceptif à l'idée de développer les travaux de la nouvelle administration avec les standards Open Source ?

« Le concept d'Open Source est en passe de devenir sous-jacent dans presque tout ce que qu'entreprend l'administration, » a déclaré Michael Tiemann de l'OSI.

« La philosophie de la démocratie américaine n'est pas simplement par le peuple et pour le peuple, mais aussi avec le peuple. »

Il souligne que nous avons déjà vu à l'œuvre l'attachement à cet esprit d'ouverture dans la campagne électorale du président Obama.

« Je pense que nous allons à présent assister à une meilleure acceptation du modèle Open Source dans l'esprit des gens, en Amérique et dans le monde entier. »

Errol Louis, du quotidien New York Daily News, semble d'accord.

Il décrit M. Obama comme « notre premier président Open Source, un dirigeant désireux de voir tout un chacun se demander comment, quand et où s'impliquer. »

Il a remarqué que la stratégie popularisée par les entreprises de logiciels, qui consiste à donner à d'autres une application pour qu'ils l'améliorent, a maintenant été transposée dans le domaine politique.

Bien entendu, le nouveau site Web change.gov se présente comme un portail pour une «gouvernance interactive» et une «démocratie Open Source.»

« **Superviser** »

M. McNealy a déclaré qu'un nouveau poste de haut responsable de l'information (CIO) était nécessaire pour mener un changement de fond en comble.

Il a ajouté que le CIO devrait avoir « un droit de veto, le droit d'éliminer tout matériel, logiciel ou application en réseau qui affecterait le réseau fédéral. Il ou

elle devrait avoir un pouvoir véritable, celui de superviser vraiment et de prendre des mesures effectives à l'encontre de ceux qui ne se conformeraient pas à l'architecture globale. C'est ce que font toutes les entreprises mais que ne fait pas le gouvernement », a-t-il conclu.

M. Tiemann a estimé au contraire qu'un poste de CIO serait « du gaspillage de pouvoir exécutif ».

« Connaisant comme je les connais la structure et la nature du gouvernement fédéral, je ne peux croire à l'intérêt de nommer un CIO qui aurait à imposer sa voix par-dessus des départements qui, indépendamment des obstacles matériels, ont souvent du mal à collaborer. »

« Nommer un CIO reviendrait seulement à créer un poste improductif pour les quatre prochaines années », a déclaré M. Tiemann.

Notes

[1] Crédit photo : Acaben (Creative Commons By-Sa)